

AUJOURD'HUI, IL EST URGENT D'AGIR !

La direction de notre Université, confortée par la LRU, semble avoir totalement assimilé le principe des pleins pouvoirs donnés à un seul homme et à son équipe.

Résultat : jamais les personnels de Paris 8 n'ont ressenti un tel mal-être au travail.

L'isolement professionnel, l'absence d'orientations claires et précises dans le travail, la négation des compétences de chacun, la dévalorisation de l'individu dans l'exercice de ses fonctions sont autant de maux qui conduisent aujourd'hui à dénoncer une situation qui n'a que trop duré.

Nous vivons les grands principes de la LRU et les recommandations du Ministère.

Lors du dernier comité technique paritaire (CTP), Pascal Binczak, notre président, n'a pas caché, en d'autres termes, que les postes de « grands sous-chefs » avaient été créés (notamment avec des postes vacants d'enseignants) afin de répondre aux besoins des futures compétences élargies.

Quelle ironie et quel cynisme de la part d'un président et de son équipe qui ont affiché haut et fort leur opposition à la LRU et à ses conséquences !!

Et déjà apparaissent certains effets pervers.

Le président a instauré ce que le management d'entreprise, tant aimé par le gouvernement, produit de plus toxique : une direction des ressources humaines (DRH), qui, par définition, gère des ressources et non pas des humains (cf. Hélène Cixous, *"Une sorte de mise à mort de l'être au travail"*, *l'Humanité* du 30 septembre 2009 – en ligne sur www.humanite.fr).

De manière unilatérale, des restructurations de service et des créations de grands pôles nommés « Directions » ont vu le jour. Ces pôles de management sont autant de cache-misère devant l'absence de vision et d'orientation pour notre Université. Mais ils sont aussi un outil redoutable pour annihiler la concertation et le débat démocratique dans notre établissement.

Aujourd'hui, nous sommes face à un management de plus en plus arbitraire et autoritaire. Nous n'avons pas notre mot à dire, excepté lorsque cela va dans le sens de celui de la direction ; toute critique est vue comme un crime de lèse-majesté et souvent, insidieusement sanctionné.

Et bientôt apparaîtront, sans doute aucun, les conséquences désastreuses des entretiens professionnels, de la loi de mobilité « forcée » (déjà effective pour certains !) et les primes au mérite : déresponsabilisation, désaveu, « mise au placard », intimidation...

Les personnels de catégories A, B et C (contractuels et titulaires) travaillent dans l'intérêt général et pour cette Université, en y apportant leur énergie, leur investissement, leurs compétences, dans l'espoir d'un service public de qualité, de proximité et humanisé...

Et pourtant : **jamais dans cette université nos métiers, nos compétences et le travail qui en découle n'ont été ainsi bafoués.**

.../...

Nous assistons à un **sabotage** en règle des qualités et des talents, et à un **mépris** affiché par la direction de notre participation au « bien commun » qu'est l'université Paris 8.

Quelques exemples (la liste n'est pas exhaustive et s'allonge quotidiennement !) :

- des décisions majeures sont prises sans aucune discussion ou consultation des services concernés (nous ne sommes pas conviés aux « grandes » réunions pour prendre part aux débats et réflexions) ;
- lorsque des restructurations sont mises en place, nous l'apprenons souvent par bruits de couloir alors que nous sommes directement concernés (l'information a laissé place à la rumeur) ;
- des demandes légitimes et nécessaires pour le bon fonctionnement du service public restent bien souvent sans réponse (quémander, marchander et « se faire bien voir » semblent être les nouveaux modes de communication avec cette direction, oublieuse de l'intérêt général) ;
- l'autonomie dans le travail a été abrogée ; tout doit passer par le filtre d'une multitude de validations opérées par les « élites » qui défont ou ordonnent de défaire et refaire au gré des désirs de l'équipe présidentielle, guidés par le désir d'être rassurés quant au pouvoir qu'ils (dé)tiennent bien serré entre leurs dents ;
- Il y a comme un vent d'inquisition qui souffle aussi sur notre établissement. Certains de nos collègues ont été et sont montrés du doigt publiquement (en ou hors de leur présence) et nous ne sommes plus à une phrase près, du type « rien n'a été fait », « ils font mal » sans que personne n'ait jamais pris la peine de savoir ce que nous faisons. Ces cadres supérieurs et ces élus ont-ils au moins imaginé un moment prendre le temps, depuis ces 3 années de nous rencontrer, de découvrir, de comprendre et donc de respecter le travail que nous effectuons tous quotidiennement ?

La direction doit comprendre que rien ne peut se construire sans les personnels. Sans étudiants il n'y a pas d'université et sans personnels, il n'y a pas d'université qui fonctionne.

Il ne suffit pas de se proclamer de gauche face aux urnes et se prétendre héritier de l'« esprit de Vincennes » dans les discours : seuls les actes marquent les valeurs d'humanisme, de transparence, de démocratie et de progrès !

Il est temps d'exiger le retour de la concertation, de la considération, du respect pour les personnels et la reconnaissance de leurs activités et de leurs savoir-faire.

Il est temps que la démocratie se vive dans les actes et que les petits arrangements entre amis au détriment de l'intérêt général de notre université cessent.

La FERC-Sup CGT, La Dionysoise et le SNPREEES-FO